



Forum international sur le fédéralisme au Mexique

Veracruz (Mexique)

du 14 au 17 novembre 2001

Cahier d'information

DOCS
CA1 EA 200152 EXP
International Forum on Federalism
in Mexico, Veracruz, Mexico
November 14-17, 2001 : background
information. --
16982852



*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

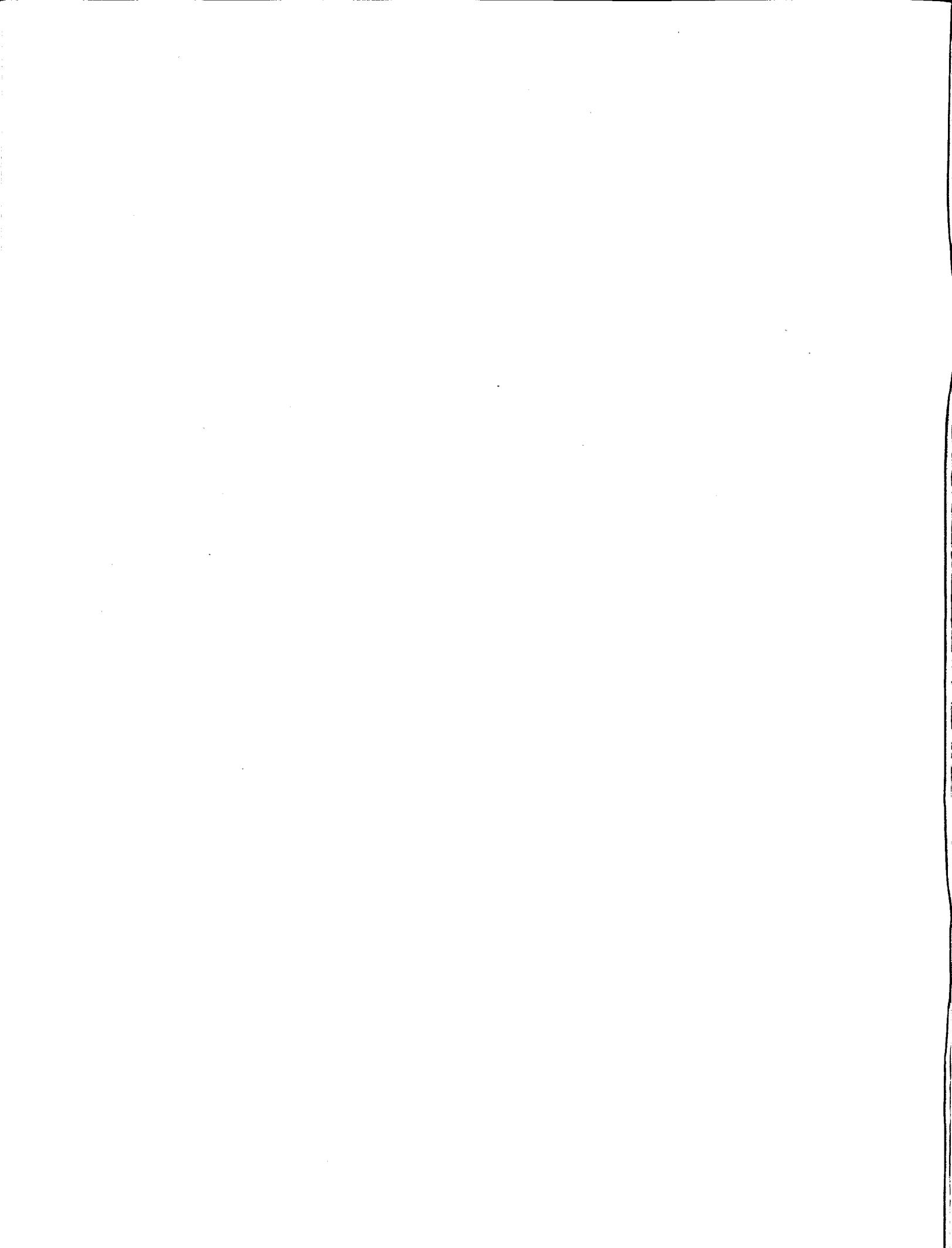
Renseignements généraux

- Le Forum international sur le fédéralisme au Mexique 7
- Les relations entre le Canada et le Mexique 8
- Mexique (fiche documentaire) 11

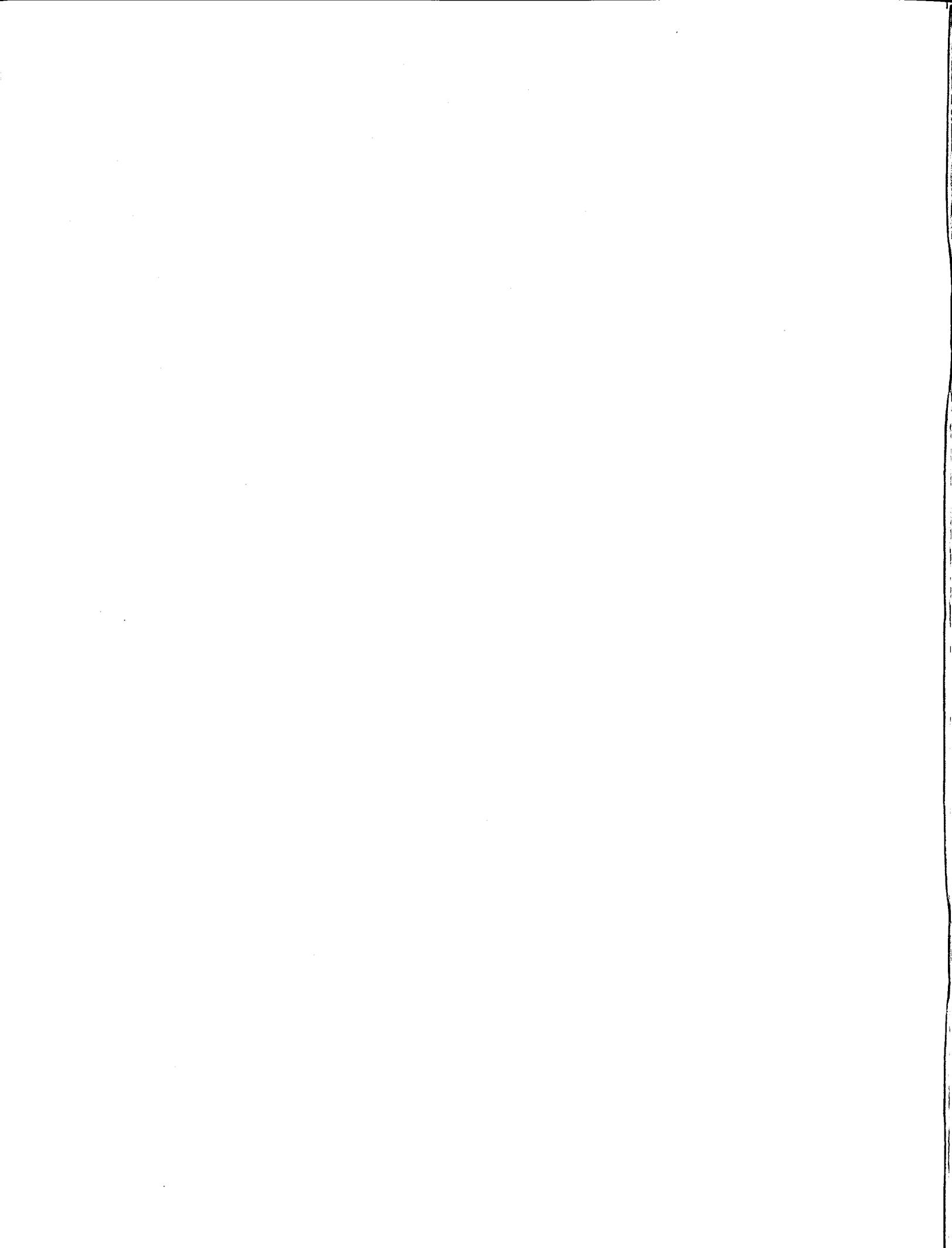
Notices biographiques

- Le président du Mexique, M. Vicente Fox 15

- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 16
- Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada
et ministre des Affaires intergouvernementales, M. Stéphane Dion 17



Renseignements généraux



Le Forum international sur le fédéralisme au Mexique

Le Forum international sur le fédéralisme au Mexique se tiendra du 14 au 17 novembre 2001 à Veracruz (Mexique). Le Forum des fédérations, qui a son siège à Ottawa, ainsi que le Centre national de développement municipal du Mexique, ont organisé cette réunion à la demande du gouvernement mexicain. Plus de 1 000 délégués provenant du Mexique, du Canada et de 14 autres pays ayant un système de gouvernement fédéral sont attendus lors de cet événement, au cours duquel ils discuteront de pratiques en matière d'administration publique fédérale. Ils y échangeront leurs vues et leurs expériences à cet égard.

Le but de cette rencontre est d'évaluer le système fédéral mexicain et de mettre au point des mesures pour réformer ses structures. Les trois thèmes retenus portent sur le fédéralisme et le développement économique, le rôle des mécanismes qui assurent les relations intergouvernementales dans la bonne gestion des affaires publiques au sein des systèmes fédéraux, et les questions sociales dans la démocratie et le fédéralisme.

Les autres pays qui assisteront au forum sont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, le Chili, l'Espagne, les États-Unis, l'Éthiopie, la France, l'Inde, le Nigéria, la Russie et la Suisse.

Le Forum des fédérations est un organisme international sans but lucratif, créé en 1998 et présidé par M. Bob Rae, ancien premier ministre de l'Ontario. Ses membres viennent de l'Allemagne, du Brésil, du Canada, de l'Inde, du Nigéria et de la Suisse. Ses divers programmes visent l'amélioration concrète des pratiques en matière de saine gestion publique dans le cadre de régimes fédéraux partout dans le monde.

Au mois d'octobre 1999, le Forum a organisé la Conférence internationale sur le fédéralisme à l'ère de la mondialisation, à Mont-Tremblant, au Québec. Cette conférence a rassemblé environ 600 personnes dont les présidents des États-Unis, et du Mexique, ainsi que le premier ministre du Canada.

Les gouvernements de la fédération suisse organiseront la prochaine conférence internationale sur le fédéralisme – qui fera suite à celle du Mont-Tremblant – en août 2002, à Saint-Gall (Suisse).

Les relations entre le Canada et le Mexique

Le Canada entretient avec le Mexique des relations plus étendues qu'avec tout autre pays d'Amérique latine. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a certes été une priorité, mais il ne s'agit que d'un aspect de ces relations qui se développent sans cesse. Le Canada tient, parmi ses principaux objectifs, à établir un partenariat solide avec le Mexique.

Le Canada et le Mexique coopèrent de plus en plus dans des tribunes multilatérales, notamment l'Organisation des États américains, les Nations unies et le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), sur des questions telles que les mines terrestres et le trafic illicite de stupéfiants. Le 1^{er} janvier 2002, le Mexique deviendra membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et assumera la présidence de l'APEC.

Les deux gouvernements sont fréquemment en contact, et ce, au plus haut niveau. Le premier ministre du Canada a rencontré le président du Mexique à trois reprises depuis que celui-ci a été élu en juillet 2000. La plus récente rencontre a eu lieu lors de la Réunion des dirigeants de l'APEC à Shanghai en octobre 2001.

À l'occasion d'une rencontre peu avant le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, les deux dirigeants avaient publié conjointement un nouveau programme des relations entre le Canada et le Mexique, axé sur une volonté commune de promouvoir la démocratie et une saine gestion des affaires publiques, de consolider la société civile, de protéger l'environnement, de défendre les droits de la personne et de construire la paix et la prospérité dans l'hémisphère et dans le monde.

Les contacts ministériels ont aussi été fréquents. Depuis janvier 2001, les ministres canadiens des Affaires étrangères, du Commerce international, du Développement des ressources humaines, des Finances, de la Justice, des Ressources naturelles, du Patrimoine, de l'Environnement et du Travail ont tous rencontré leurs homologues mexicains. Il existe également une coopération bilatérale solide entre des organismes indépendants canadiens et mexicains s'occupant de questions relatives aux droits de la personne, aux élections et aux peuples autochtones.

Les contacts entre citoyens canadiens et mexicains se sont multipliés au cours des récentes années. Environ 1 million de Canadiens se rendent au Mexique chaque année et 140 000 Mexicains visitent le Canada. Les échanges culturels et universitaires ont également augmenté. On note, entre autres, sept programmes d'études canadiennes dans des universités mexicaines ainsi qu'un grand festival du film canadien à Mexico mettant en vedette dix des meilleurs cinéastes indépendants. Un autre programme permet également aux travailleurs mexicains

de venir au Canada de façon saisonnière, lorsque les travailleurs agricoles sont en grande demande. Ainsi, grâce à cette initiative, les Mexicains forment plus de 50 p. 100 de la main-d'œuvre temporaire au Canada.

Le Mexique, qui désire intensifier son développement économique et social, est d'avis qu'un partenariat nord-américain revigoré constitue le meilleur outil pour y arriver. Le pays connaît en ce moment de profonds changements politiques, sociaux et économiques, et considère que, dans ce contexte, le Canada est un partenaire important.

Le Canada travaille étroitement avec la nouvelle administration mexicaine qui veut établir de meilleures pratiques de gestion des affaires publiques. Au cours de l'été 2001, des représentants du gouvernement mexicain sont venus à Ottawa pour se familiariser avec l'expérience canadienne en matière d'analyse des programmes, de planification budgétaire, de législation sur l'accès à l'information et sur la sécurité, et de logistique liée aux sommets internationaux. Les deux pays tentent également d'établir une coopération en matière de fédéralisme, de questions touchant les Autochtones, de programmes sociaux et de développement durable.

Commerce et investissement

Depuis la mise en vigueur de l'ALENA en janvier 1994, les échanges commerciaux ont augmenté dans les deux sens entre le Canada et le Mexique, soit dans une proportion de 152 p. 100, faisant du Mexique le plus grand partenaire commercial du Canada en Amérique latine. En 2000, le Mexique est devenu le septième marché d'exportation en importance pour le Canada. Le Canada est le deuxième marché d'exportation du Mexique après les États-Unis.

On a enregistré, en 2000, des taux de croissance commerciale exceptionnels. Ainsi, les exportations canadiennes ont augmenté dans une proportion de 27 p. 100 par rapport à 1999, dépassant 2 milliards de dollars. Les importations en provenance du Mexique ont aussi augmenté de 27 p. 100 en 1999, atteignant 12 milliards de dollars.

Le gouvernement canadien a déterminé des secteurs d'intérêt prioritaires pour la promotion des intérêts canadiens au Mexique en matière de commerce et d'investissement. Ces secteurs incluent le pétrole et le gaz, l'électricité, le matériel lié à l'industrie automobile, les technologies de communication et de l'information, l'agriculture et l'agroalimentaire, les technologies environnementales, l'industrie pharmaceutique et la biotechnologie, les plastiques, les produits médicaux et les soins de santé.

Les investissements directs du Canada au Mexique ont atteint 3,2 milliards de dollars en 2000, soit une augmentation de trois fois et demie depuis 1994. Le secteur manufacturier s'est adjugé la plus grosse part des investissements, talonné par les services financiers et l'industrie minière. Les investissements mexicains au Canada ont totalisé 132 millions de dollars en 2000.

Le dynamisme commercial qui anime le Mexique place les exportations de ce pays au même rang, approximativement, que l'ensemble des exportations du reste de l'Amérique latine. La croissance économique a grimpé à 7 p. 100 en 2000, mais n'atteindrait que 3 p. 100 en 2001. Cette croissance soutenue et une plus grande libéralisation laissent entrevoir toute une gamme de possibilités pour les entreprises canadiennes.

La Société canadienne pour l'expansion des exportations a grandement accru sa visibilité sur ce marché et a ouvert un bureau à Mexico en 2000. L'Alberta a aussi annoncé des plans pour y installer un bureau et le Québec y a déjà une délégation. La Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario sont également présents sur ce marché.

À l'occasion d'une mission commerciale récente au Mexique, le ministre canadien des Ressources naturelles a annoncé qu'un bureau commercial responsable du changement climatique serait bientôt créé à l'ambassade du Canada à Mexico. Par la création de ce bureau, le Canada et le Mexique solidifient encore plus leurs relations et marquent leur intérêt commun dans ce domaine. Ce bureau fera la promotion des technologies canadiennes de pointe qui seront de nature à aider le Mexique à faire face à ses besoins énergétiques et à résoudre les problèmes découlant des changements climatiques.

Aide au développement

Le programme canadien de coopération en matière de développement avec le Mexique appuie un grand nombre de partenariats entre des organisations et des sociétés canadiennes et mexicaines. Depuis 1961, le Canada a fourni 108,5 millions de dollars au Mexique, la moyenne annuelle des trois dernières années s'établissant à 7 millions. Les projets ont porté sur la mise en valeur de la société civile et sur des programmes locaux dans les communautés autochtones, notamment une fabrique de tortillas au Chiapas. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a été la source principale de financement, ainsi que le Centre de recherches pour le développement international.

En janvier 1998, le Canada et le Mexique ont signé un accord général de coopération en vue de fournir de l'aide au développement dans des tiers pays. Les deux pays collaborent dans le cadre d'un projet pour soutenir les victimes de mines terrestres au Honduras, au Nicaragua et au Salvador. La contribution de l'ACDI est de 3,5 millions de dollars.

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1 972 550 km²

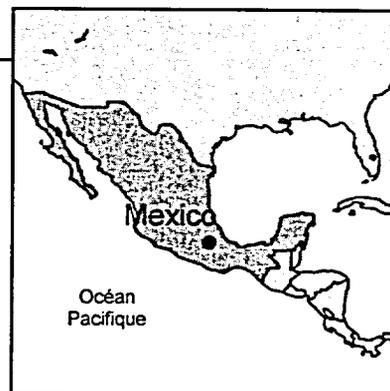
Langue principale
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques (89 %), protestants (6 %)

Pays environnants
Belize, États-Unis, Guatemala

Population
97,4 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
1,8 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés

Dirigeant

Le président Vicente Fox

Ministre des Affaires étrangères

M. Jorge G. Castañeda

Ministre de l'Économie

M. Luís Ernesto Derbez

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Mexique se classe 51^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
578,6 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel
7,1 % (2000)

PIB par habitant
5 853 \$US (2000)

Principales exportations

Machines électriques, véhicules motorisés, machines, pétrole, produits pétroliers

Principales importations

Machines électriques, machines, véhicules motorisés, plastique, produits en fer et en acier

Principales exportations vers le Canada

12,08 milliards de dollars (2000), en machines électriques, véhicules, machines, meubles et articles de literie, combustibles minéraux et huile minérale, instruments optiques et médicaux, produits en fer et en acier, légumes, vêtements tissés, fruits et noix

Principales importations en provenance du Canada

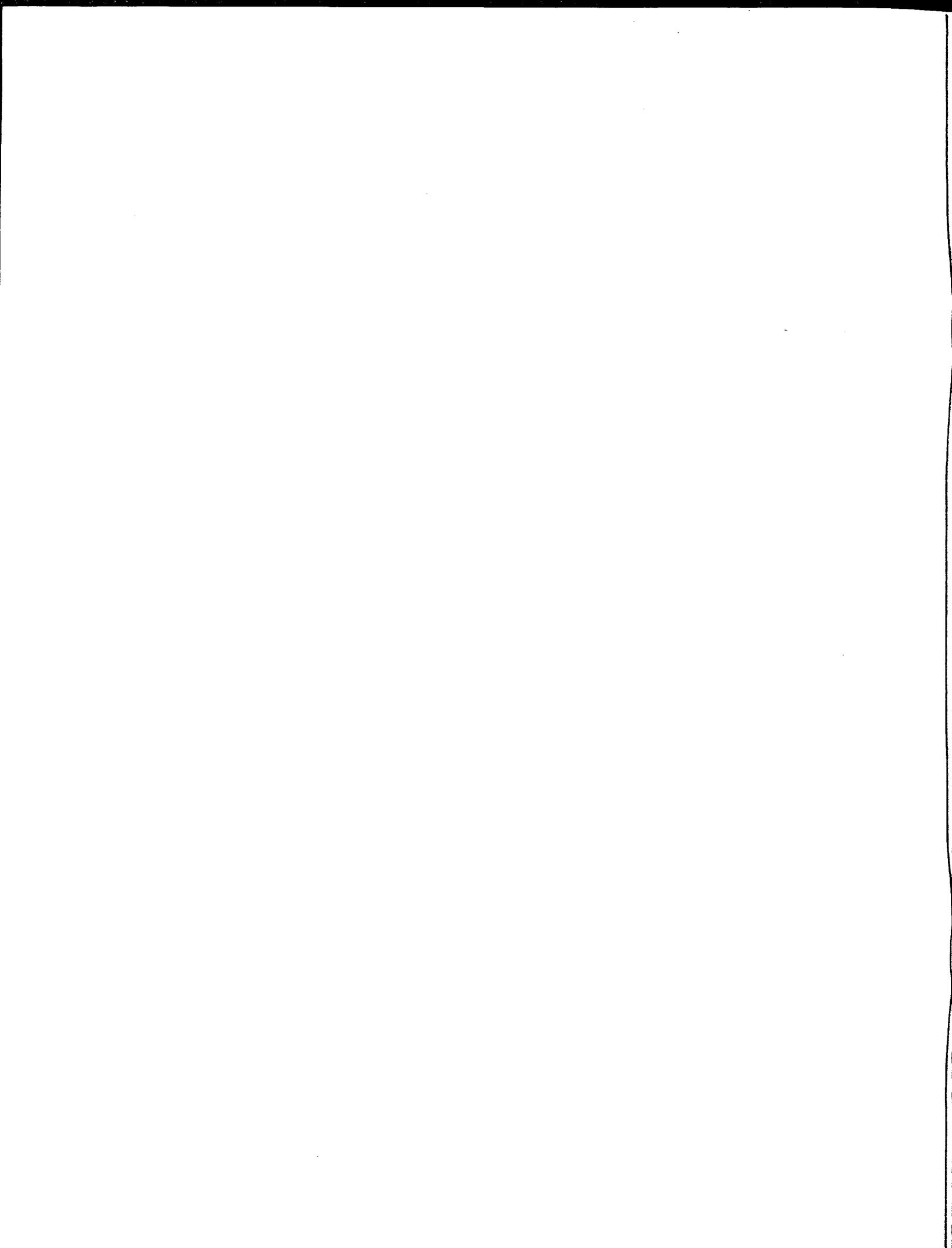
2,04 milliards de dollars (2000), en véhicules, grains, semences et fruits, céréales, machines, viande, machines électriques, aluminium, produits chimiques, papier et carton, pâte de bois

Représentant du Canada

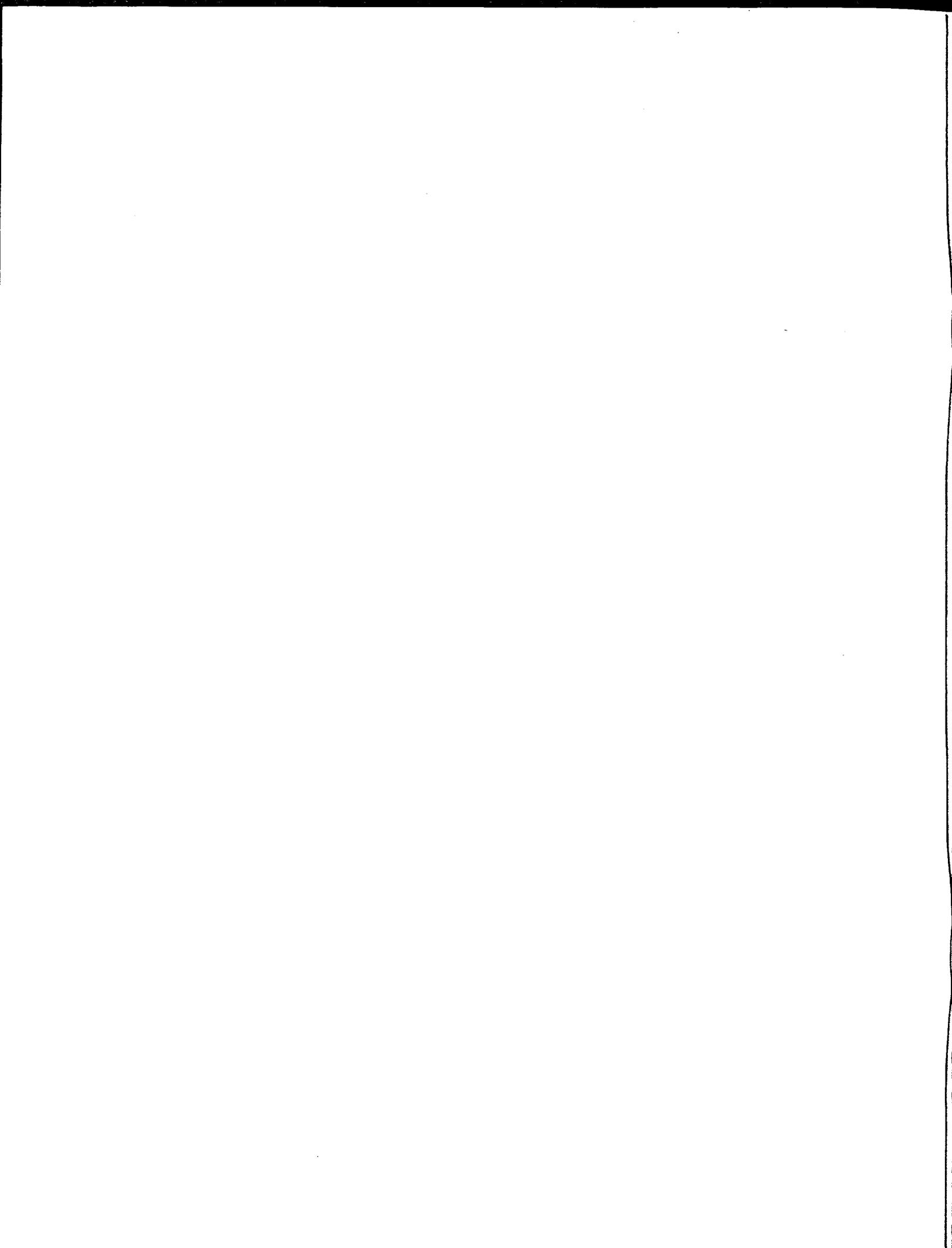
M. Keith Christie, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Téléphone : (011-52-5) 724-7900; télécopieur : (011-52-5) 724-7980; site Web : www.canada.org.mx



Notices biographiques



Le président du Mexique, M. Vicente Fox

M. Vicente Fox Quesada est né à Mexico le 2 juillet 1942. Il a fait des études en administration des affaires à l'Université Ibéroaméricaine, et obtenu un diplôme en gestion de la Harvard Business School.

M. Fox a été président de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique latine, administrateur de la Mexican-American Chamber of Commerce et directeur d'un groupe d'entreprises œuvrant dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication.

Après avoir joint les rangs du Parti de l'action nationale, M. Fox a été élu au Congrès en 1988. Il est devenu gouverneur de l'État de Guanajuato en 1995.

M. Fox a été élu président du Mexique le 2 juillet 2000 et est entré en fonction le 1^{er} décembre suivant.

M. Fox a récemment épousé Marta Maria Sahaguèn. Il est père de quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

**Le président du Conseil privé de la Reine
pour le Canada
et ministre des Affaires intergouvernementales,
M. Stéphane Dion**

M. Stéphane Dion est né en 1955. Il a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en sciences politiques à l'Université Laval, ainsi qu'un doctorat en sociologie à l'Institut d'études politiques de Paris en 1984.

Il a enseigné les sciences politiques pendant douze ans à l'Université de Moncton et à l'Université de Montréal. Il s'est spécialisé dans l'administration publique ainsi que dans l'analyse et la théorie de l'organisation.

M. Dion a aussi été professeur invité au Laboratoire d'économie publique, à Paris, chercheur invité à la Brookings Institution, à Washington, codirecteur de la *Revue canadienne de science politique* et chercheur associé au Centre canadien de gestion.

Depuis 1996, M. Dion a été élu trois fois comme député libéral dans la circonscription montréalaise de Saint-Laurent–Cartierville.

En 1996, M. Dion est devenu président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales. En 2001, il s'est vu attribuer le rôle supplémentaire de coordonnateur des langues officielles.

M. Dion est marié et père d'un enfant.

Notes

doc
CA1
EA
2001I52
EXF

.b3757146 (E)
.b3757158 (E)



International Forum on Federalism in Mexico

Veracruz, Mexico

November 14–17, 2001

Background Information

Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

International Forum on Federalism in Mexico 7

Canada-Mexico Relations 8

Mexico (fact sheet) 11

Biographies

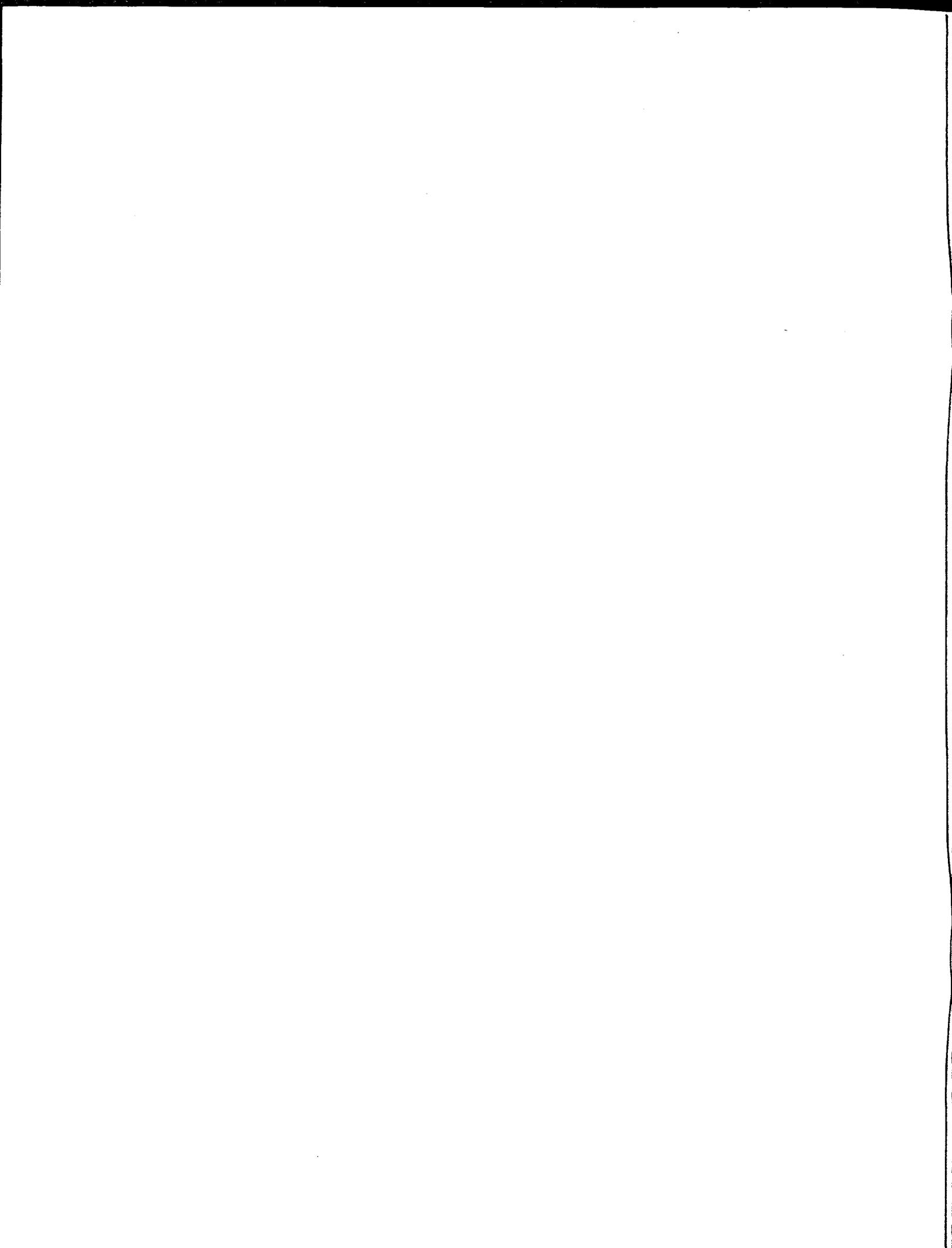
Vicente Fox, President of Mexico 15

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 16

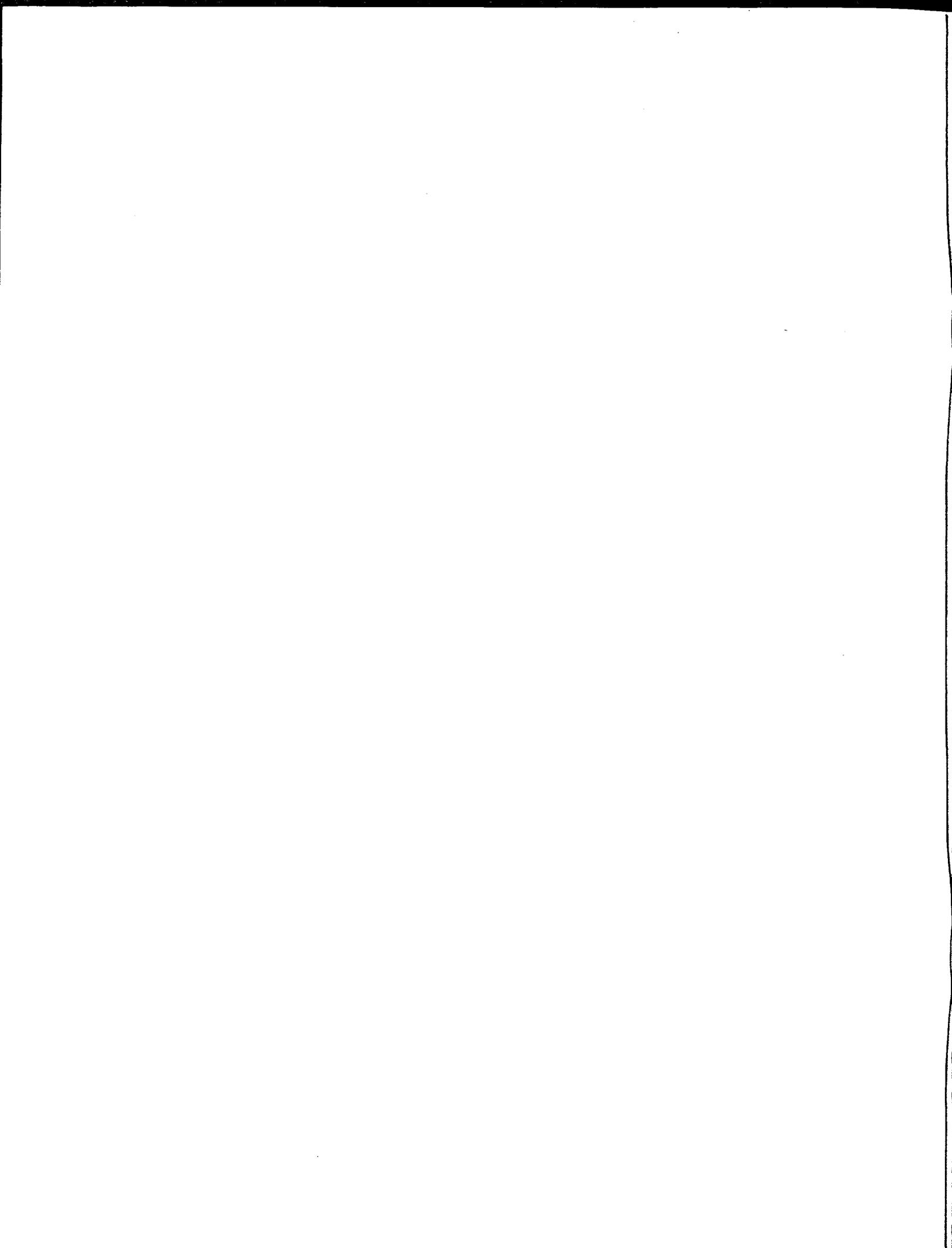
Stéphane Dion, President of the Queen's Privy Council for Canada
and Minister of Intergovernmental Affairs 17

16 982 852 b 3757146
16 982 853 b 3757158

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
NOV 22 2005
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



General Information



International Forum on Federalism in Mexico

The International Forum on Federalism in Mexico will be held Nov. 14 to 17 in Veracruz, Mexico. It is organized, at the Mexican government's request, by the Ottawa-based Forum of Federations and the National Centre of Municipal Development of Mexico. The event will bring together more than 1,000 delegates from Mexico, Canada, and 14 other countries with federal governments to discuss the practice of federal governance and exchange views and experiences.

The aim is to assess Mexico's federal system and seek ways to reform its structures. Three major themes will be federalism and economic development, the contribution of mechanisms of intergovernmental relations to good governance in federal systems, and social issues in democracy and federalism.

Other countries attending are Argentina, Belgium, Brazil, Chile, Ethiopia, France, Germany, India, Nigeria, Russia, South Africa, Spain, Switzerland, and the United States.

The Forum of Federations is a non-profit, international organization established in 1998 and chaired by Bob Rae, former Premier of Ontario. Its members are from Brazil, Canada, Germany, India, Nigeria, and Switzerland. The organization undertakes a wide range of programs designed to bring tangible improvements to the practice of federal governance around the world.

In October 1999 at Mont-Tremblant, Quebec, the Forum hosted the International Conference on Federalism in the Era of Globalization. Some 600 people attended, including the presidents of the United States and Mexico and Canada's Prime Minister.

In August 2002, the governments of the Swiss federation will hold the next international conference on federalism — the successor to the Mont-Tremblant conference — in Saint Gallen, Switzerland.

Canada–Mexico Relations

Canada has a broader relationship with Mexico than with any other Latin American country. Implementing the North American Free Trade Agreement (NAFTA) has been a priority but is only one aspect of the expanding relationship. A stronger partnership with Mexico is an important Canadian objective.

In multilateral forums, including the Organization of American States, the United Nations, and the Asia–Pacific Economic Cooperation forum (APEC), Canada and Mexico co-operate increasingly in a range of areas, such as landmines and illicit drug trafficking. On Jan. 1, 2002, Mexico will become a non-permanent member of the UN Security Council and will assume the chair of APEC.

Frequent contact between the two governments is maintained at the highest level. Canada's Prime Minister has met three times with Mexico's President since the latter was elected in July 2000. The most recent meeting was at the APEC Summit in Shanghai in October 2001.

During an earlier meeting prior to the Summit of the Americas in Quebec City in April 2001, the two leaders issued a joint statement outlining their new agenda for Canada–Mexico relations, which focuses on shared commitment to promoting democracy and good government, strengthening civil society, protecting the environment, defending human rights, and building peace and prosperity within the hemisphere and around the world.

Ministerial contact has also been frequent. Since January 2001, Canadian ministers of Foreign Affairs, International Trade, Human Resources Development, Finance, Justice, Natural Resources, Canadian Heritage, Environment, and Labour have each met their Mexican counterparts. There is also strong co-operation between Canadian and Mexican independent institutions dealing with such issues as human rights, elections, and indigenous peoples.

Contact between Canadian and Mexican citizens has increased in recent years. About a million Canadians visit Mexico annually and 140,000 Mexicans visit Canada. Cultural and academic exchanges have expanded, including the support of seven Canadian studies programs in Mexican universities and a major Canadian film festival in Mexico City featuring 10 leading independent filmmakers. Another program allows Mexican workers to enter Canada during seasons when agricultural workers are in short supply. As a result of this program, Mexicans make up more than 50 per cent of temporary workers in Canada.

Mexico aims to improve its economic and social development and sees a reinvigorated North American partnership as the best means to achieve this. Mexico is undergoing significant political, social and economic changes and sees in Canada a valuable partner.

Canada is working closely with the new Mexican administration as it seeks to establish better practices for good governance. Over the summer of 2001, Mexican government officials visited Ottawa to learn from Canadian experiences with program review, budgeting, access to information legislation, and security and logistics for international meetings. The two countries are also working on ways to co-operate on federalism, indigenous issues, social programming, and sustainable development.

Trade and investment

Since NAFTA came into effect in January 1994, two-way trade flows between Canada and Mexico have expanded by 152 per cent, making Mexico Canada's largest trading partner in Latin America. In 2000, Mexico became Canada's seventh largest export market. Canada is Mexico's second largest export market, after the United States.

In 2000, exceptionally strong trade growth rates were recorded. Canadian exports increased by 27 per cent over 1999, to surpass \$2 billion. Imports from Mexico also increased by 27 per cent over 1999, to reach \$12 billion.

The Canadian government has designated priority sectors of interest for promoting Canadian trade and investment interests in Mexico. These include oil and gas, electric power, automotive-related equipment, information and communications technologies, agriculture and agri-food, environmental technologies, pharmaceuticals and bio-tech, plastics, and medical products and health care.

Canadian direct investment in Mexico reached \$3.2 billion in 2000, a 3.5-times increase since 1994. Manufacturing has attracted the most investment, followed by financial services and mining. Mexican investment in Canada was \$132 million in 2000.

With Mexico's remarkable trade drive, the country's exports now approximate those of the rest of Latin America combined. Economic growth was seven per cent in 2000 but may only be in the range of three per cent for 2001. Sustained growth and further liberalization are creating a range of opportunities for Canadian companies.

Canada's Export Development Corporation has greatly increased exposure in the market and opened an office in Mexico City in 2000. Alberta has announced plans to establish an office, and Quebec already has a delegation office. Saskatchewan, Manitoba and Ontario are also active in the market.

During a recent trade mission to Mexico, the Canadian Minister of Natural Resources announced that a climate-change trade office would soon be added to the Canadian embassy in Mexico City. The office is an indication of the increasingly strong ties between Canada and Mexico and their common interest in this area. The office will promote leading-edge Canadian technologies that could help Mexico address its energy needs and climate-change issues.

Development Assistance

Canada's development co-operation program with Mexico supports a wide range of partnerships between Canadian and Mexican organizations and businesses. Canada has provided \$108.5 million to Mexico since 1961, averaging \$7 million a year over the past three years. Projects have focused on enhancing civil society and on grassroots programs in indigenous communities, for example, a tortilla factory in Chiapas. The Canadian International Development Agency (CIDA) has been the primary funding channel, complemented by the International Development Research Centre.

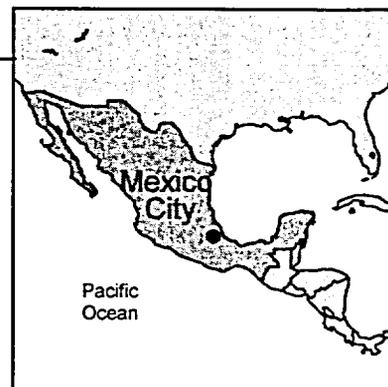
In January 1998, Canada and Mexico signed a general co-operation agreement for development assistance activities in third countries. Canada and Mexico are collaborating on a project to support victims of landmines in Honduras, Nicaragua and El Salvador. CIDA's contribution is \$3.5 million.

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area 1,972,550 km ²	Population 97.4 million (2000)
Major language Spanish	Population growth rate 1.8% (1999)
Major religious groups Roman Catholic (89%), Protestant (6%)	
Surrounding countries Belize, Guatemala, United States	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs Jorge G. Castañeda
National Legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: Chamber of Deputies	Minister of the Economy Luís Ernesto Derbez
Leader President Vicente Fox	UN Human Development Index (2001) Mexico ranks 51st among 162 countries

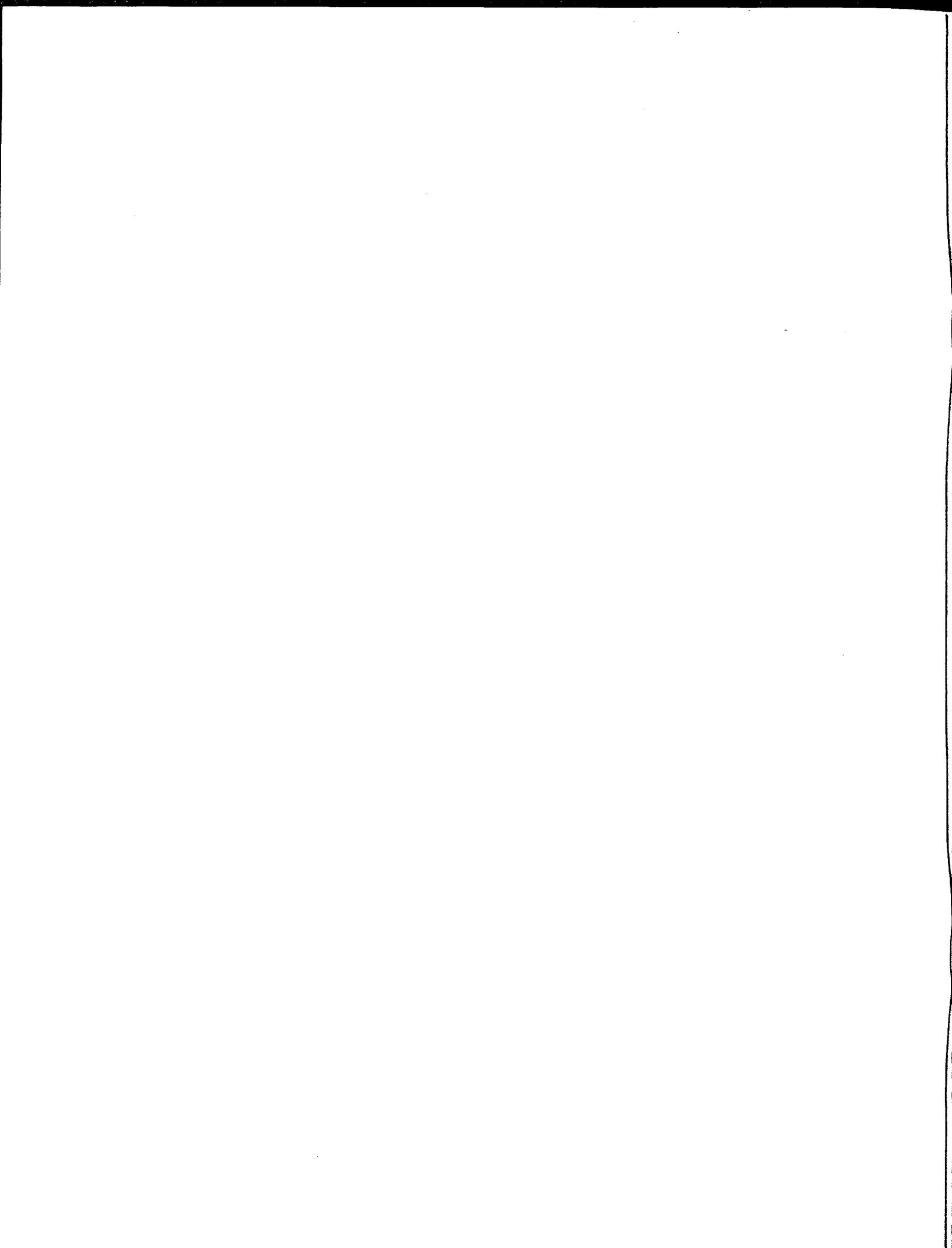
ECONOMIC DATA

Nominal GDP \$578.6 billion US (2000)	Inflation rate 8.96% (2000 est.)
Real GDP growth rate 7.1% (2000)	Unemployment rate 2.2% (2000 official rate)
GDP per capita \$5,853 US (2000)	
Main exports Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products	
Main imports Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products	
Main exports to Canada \$12.08 billion (2000), including electrical machinery, vehicles, machinery, furniture and bedding, mineral fuel and oil, optical and medical instruments, iron and steel products, vegetables, woven apparel, fruit and nuts	
Main imports from Canada \$2.04 billion (2000), including vehicles, grain, seed and fruit, cereal, machinery, meat, electrical machinery, aluminum, chemical products, paper and paperboard, wood pulp	

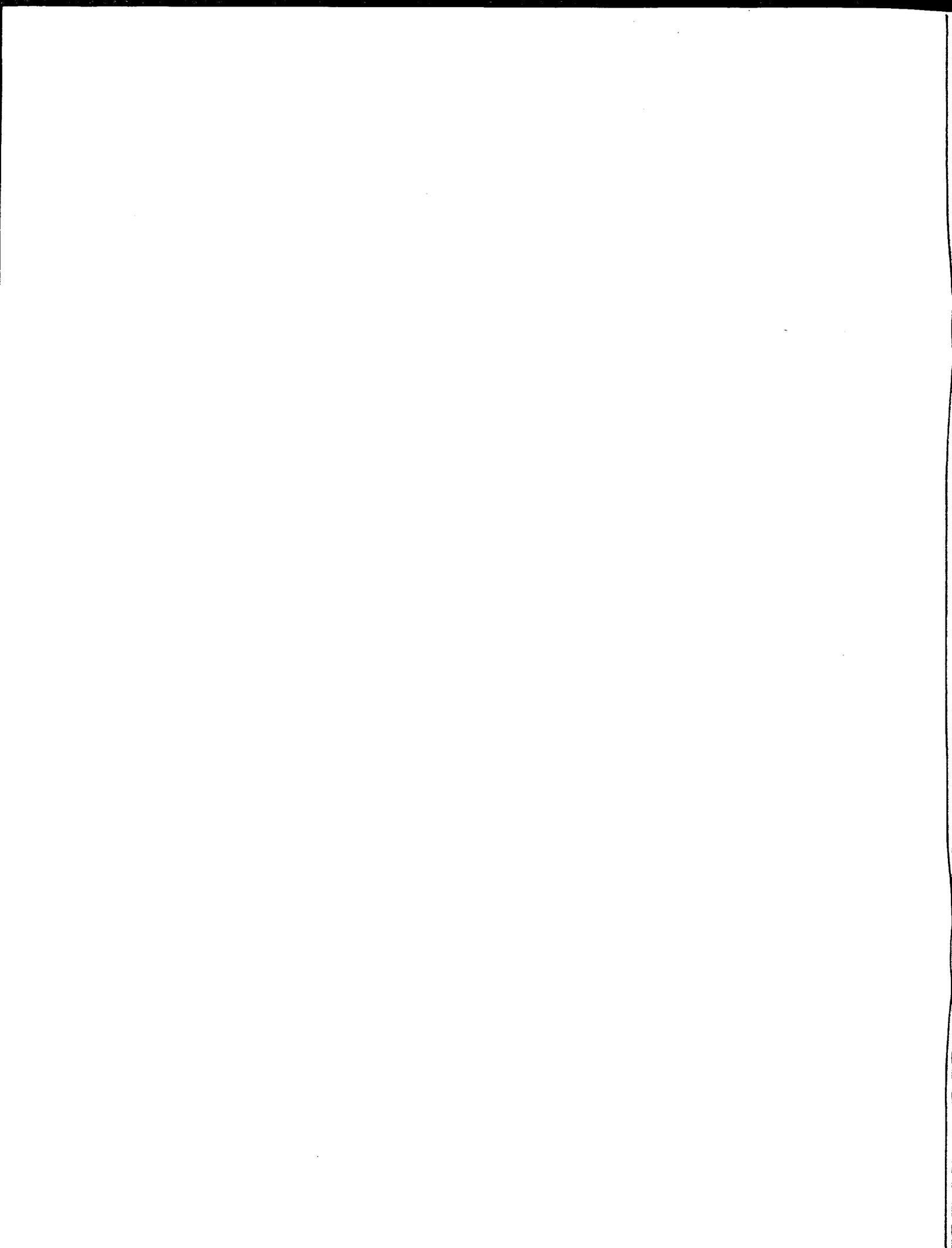
Canadian Representative

Keith Christie, Ambassador, The Canadian Embassy
Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F.
Phone: (011-52-5) 724-7900, Fax: (011-52-5) 724-7980, Web site: www.canada.org.mx/

November 2001



Biographies



Vicente Fox

President of Mexico

Vicente Fox Quesada was born on July 2, 1942, in Mexico City. He studied business administration at Ibero-American University and received a diploma in management from Harvard Business School.

Mr. Fox has been president of Coca-Cola Group for Mexico and Latin America, an official of the Mexican-American Chamber of Commerce, and director of a group of companies involved in agriculture and manufacturing.

After joining the National Action Party, Mr. Fox was elected to Congress in 1988. In 1995, he became the Governor of the state of Guanajuato. He was elected President of Mexico on July 2, 2000, and took office on Dec. 1.

Mr. Fox recently married Marta Maria Sahaguèn. He has four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and in November 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

Stéphane Dion
**President of the Queen's Privy Council for Canada
and Minister of Intergovernmental Affairs**

Stéphane Dion was born in 1955. He obtained a bachelor's degree and a master's degree in political science from Laval University and, in 1984, a doctorate in sociology from the Political Studies Institute of Paris.

A professor for 12 years, Mr. Dion taught political science at the universities of Moncton and Montreal. He specialized in the study of public administration and organization analysis and theory.

He was also a visiting professor at the Laboratory of Public Economy in Paris, senior research fellow at the Brookings Institution in Washington, D.C., co-director of the *Canadian Journal of Political Science*, and research fellow with the Canadian Centre for Management Development.

Starting in 1996, Mr. Dion has been elected three times as the Liberal member for the Quebec riding of Saint-Laurent-Cartierville.

Mr. Dion was sworn in as President of the Queen's Privy Council for Canada and Minister of Intergovernmental Affairs in 1996. In 2001, he took on the additional role of co-ordinator for official languages.

Mr. Dion is married and has one child.

Notes